

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/25/CZE¹
4 mai 2000

(00-1823)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notification de mise à jour présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994
et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 décembre 1999.

La République tchèque présente la communication ci-après relative à la notification de mise à jour présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

La notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas la question de savoir s'ils sont ou non spécifiques, s'ils ont ou non un effet sur le commerce et même s'ils relèvent ou non de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. ENVIRONNEMENT	2
II. RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT	3
III. GARANTIES PUBLIQUES.....	4
IV. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.....	5
V. INDUSTRIE EXTRACTIVE.....	6
VI. PROMOTION DES EXPORTATIONS	7
VII. TRANSPORTS.....	8
VIII. AGRICULTURE.....	10

¹ Distribué précédemment à tort sous la cote G/SCM/N/48/CZE.

I. ENVIRONNEMENT

1. Titre de la subvention

Aide en faveur de l'environnement.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutien à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

4. Fondement et autorité

1996 – Ministère de l'environnement.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 388/1991 Coll. sur le Fonds d'État pour l'environnement.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

Prêt (les intérêts non perçus représentant 10 pour cent des prêts accordés).

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être obtenue par toutes les sociétés qui participent aux programmes du Fonds d'État pour l'environnement relatifs à la protection de l'atmosphère, à l'amélioration de l'atmosphère, à la protection des ressources en eau, à l'élimination des déchets, etc. Le Fonds décide d'accorder la subvention en fonction de critères déterminés et d'une analyse des demandes sous l'angle des avantages écologiques et économiques et de l'intérêt public.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention a été de 255 millions de couronnes tchèques, dont 228 millions sous forme de dons et 27 millions sous forme de prêts à faible taux d'intérêt (les intérêts non perçus représentant 10 pour cent des prêts accordés).

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Sept ans au maximum (prêts).

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

II. RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

1. Titre de la subvention

Aide à la recherche-développement.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la recherche-développement, surtout en ce qui concerne les projets de technologie et d'ingénierie.

4. Fondement et autorité

La subvention est accordée par un organisme public chargé d'administrer l'aide à la R-D et qui relève du Conseil gouvernemental de la recherche-développement. Une aide est aussi accordée par les divers ministères dans le cadre de leurs compétences.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 300/1992 Coll. sur l'aide de l'État à la recherche-développement, modifiée, et Loi n° 576/1990 Coll. sur la réglementation budgétaire.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don, prêt (les intérêts non perçus ont représenté 10 pour cent des prêts accordés en 1996).

7. À qui et comment la subvention est accordée

La majeure partie des fonds destinés à la R-D a servi à financer des projets de technologie et d'ingénierie. Les conditions à remplir pour présenter une demande sont déterminées par le gouvernement, l'une d'elles étant la communication de données au registre central des projets. Il n'y a pas de conditions juridiques donnant droit à ces fonds. Les subventions sont accordées à l'issue d'une procédure d'appel d'offres.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention a été de 650 millions de couronnes tchèques, dont 631 millions sous forme de dons et 19 millions sous forme de prêts à faible taux d'intérêt (les intérêts non perçus représentant 10 pour cent des prêts accordés).

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée n'est généralement pas limitée et est précisée dans chaque contrat.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

III. GARANTIES PUBLIQUES

1. Titre de la subvention

Garanties publiques – aide de l'État résultant de l'exécution de garanties.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide aux programmes de développement approuvés par le gouvernement, orientés vers l'infrastructure et la restructuration dans certains secteurs de la production industrielle. Exécution des contrats à l'égard des créanciers dans les cas où les entreprises ne peuvent rembourser les emprunts commerciaux qu'elles ont contractés pour mener à bien des programmes de développement orientés vers certains secteurs de la production industrielle.

4. Fondement et autorité

Ministère des finances.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 576/1990 Coll. sur la réglementation budgétaire.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Garantie (le montant de l'aide publique est égal à la différence entre les droits à acquitter pour bénéficiaire des garanties et les garanties exécutées).

7. À qui et comment la subvention est accordée

La garantie est versée au créancier (banque) conformément aux conditions stipulées dans un contrat entre le garant (l'État) et le créancier.

En vertu de la Loi n° 576/1990 Coll. sur la réglementation budgétaire, le débiteur doit recouvrer tous les fonds qui ont été payés à sa place par l'État.

Les droits à acquitter pour bénéficiaire des garanties se montent à 0,5 pour cent du montant de celles-ci, conformément à la Loi n° 368/92 concernant les taxes et droits administratifs.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total des garanties a été de 66 millions de couronnes tchèques (différence entre les droits à acquitter pour bénéficiaire des garanties et les garanties exécutées).

Solde en millions de couronnes tchèques

droits

pertes

24

99

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Indiquée dans chaque cas, en fonction de l'échéance des crédits garantis.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

IV. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

1. Titre de la subvention

Promotion des petites et moyennes entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide aux PME, promotion des entreprises privées et aide aux régions où le taux de chômage est élevé.

4. Fondement et autorité

Ministère de l'industrie et du commerce.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 299/1992 Coll. sur la promotion des petites et moyennes entreprises.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

Garantie (garantie à des conditions de faveur représentant la différence entre le droit à acquitter par l'entrepreneur pour bénéficier de la garantie et le taux commercial habituellement appliqué aux garanties bancaires).

7. À qui et comment la subvention est accordée

Petites et moyennes entreprises (500 au maximum) ayant leur siège et exécutant le projet concerné en République tchèque. La subvention est accordée par la Banque tchécomorave de garantie et de développement (Ěskomoravská záruční a rozvojová banka, a.s.) créée par une décision du gouvernement.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention a été de 1 294 millions de couronnes tchèques, dont 894 millions sous forme de dons et 400 millions sous forme de garantie à des conditions de faveur.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Quatre ans au maximum pour le règlement des intérêts pour les divers projets; durée illimitée pour l'ensemble du programme.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

V. INDUSTRIE EXTRACTIVE

1. Titre de la subvention

Aide à l'industrie extractive.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette subvention a été mise en place pour financer les dépenses dues à l'ajustement des structures dans l'extraction du charbon, de l'uranium et des minerais et à la réduction progressive de la production.

4. Fondement et autorité

Ministère de l'industrie et du commerce.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi budgétaire de 1996.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises qui extraient du charbon, de l'uranium et des minerais et qui sont visées par la résolution et le plan technique du gouvernement concernant la liquidation des usines d'extraction; indemnisation des salariés licenciés, indemnisation des dégâts causés à l'environnement et remise en culture du milieu.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total des versements a été de 5 803 millions de couronnes tchèques, dont 3 791 millions pour le charbon:

- indemnisation des salariés licenciés: 1 803 millions de couronnes tchèques, dont 1 403 millions pour le charbon;

- liquidation des usines d'extraction: 2 357 millions de couronnes tchèques, dont 1 287 millions pour le charbon;
- remise en culture du milieu: 1 413 millions de couronnes tchèques, dont 871 millions pour le charbon;
- indemnisation des dégâts causés à l'environnement: 230 millions de couronnes tchèques, dont 230 millions pour le charbon.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Illimitée, en fonction du plan gouvernemental de réduction des activités extractives.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

VI. PROMOTION DES EXPORTATIONS

1. Titre de la subvention

Promotion des exportations.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les exportations tchèques de biens et services, principalement en couvrant les risques commerciaux et politiques encourus par les exportateurs et en accordant un financement à des conditions préférentielles.

4. Fondement et autorité

Ministère de l'industrie et du commerce.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 58/1995 Coll. sur l'assurance et le financement bénéficiant d'aides publiques et Loi n° 576/1990 Coll. sur la réglementation budgétaire.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les conditions sont conformes à l'"Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public" de l'OCDE et aux "Bern Union Understandings".

L'assurance-crédit à l'exportation est fournie par la Société de garantie et d'assurance à l'exportation (EGAP), fondée en tant qu'établissement public. Toutes les entreprises ayant leur siège en République tchèque y ont droit. Le financement à des conditions préférentielles, dont l'octroi est subordonné à la souscription auprès de l'EGAP d'une assurance contre les risques de crédit à

l'exportation, est fourni par la Banque d'exportation tchèque (ĚEB) sous la forme de crédits accordés à des conditions plus favorables que celles du marché. Les crédits à l'exportation répondent aux conditions fixées dans l'Arrangement de l'OCDE.

Description plus détaillée:

1. La subvention est versée à l'EGAP, a. s. (Société de garantie et d'assurance à l'exportation), fondée en tant qu'établissement public aux termes d'une décision gouvernementale de 1992. Elle permet à l'EGAP, a. s. d'assurer les risques de crédit à l'exportation.
 2. L'État prélève sur son budget et paie à la Banque d'exportation tchèque (ĚEB) la différence entre le taux d'intérêt payé par la ĚEB pour obtenir des fonds sur les marchés monétaires mondiaux et le taux auquel elle consent des crédits bonifiés aux clients étrangers selon les conditions fixées par la Convention (c'est-à-dire à un taux au moins égal au TICR).
8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total en 1996: 609 millions de couronnes tchèques,
 dont: 800 millions – don au fonds d'assurance (EGAP)
 -279 millions – différence entre les versements faits au titre de l'assurance et les primes perçues (EGAP)*
 88 millions – bonification d'intérêt (ĚEB)

*Solde (en millions de couronnes tchèques) – EGAP	
primes	pertes
296	17

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention
- La durée du programme n'a pas été précisée.
10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce
- Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

VII. TRANSPORTS

1. Titre de la subvention
- Aide aux organisations de transport.
2. Période sur laquelle porte la notification
- 1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide aux chemins de fer nationaux pour couvrir les pertes d'exploitation et financer l'investissement, subvention à l'investissement dans les transports aériens et les transports par voie d'eau et subvention aux transports aériens pour financer les frais financiers liés à la rénovation de la flotte.

4. Fondement et autorité

Ministère des transports.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi budgétaire de 1996.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

Prêt (les intérêts non perçus représentant 10 pour cent des prêts accordés).

7. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est destinée aux sociétés nationales de transport ferroviaire, de transport aérien et de transport par voie d'eau.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention a été de 9 310 millions de couronnes tchèques, répartis comme suit:

don: 9 284 millions de couronnes tchèques, dont:

8 733 millions pour les chemins de fer nationaux
546 millions pour les transports aériens
5 millions pour les transports par voie d'eau

prêt: 26 millions de couronnes tchèques pour les transports aériens (sécurité et rénovation technique du système de contrôle de la circulation aérienne).

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Déterminée dans chaque cas.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.

VIII. AGRICULTURE

1. Titre de la subvention

Aide à l'agriculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide au développement des exploitations privées, à la restructuration de la production, au maintien des activités agricoles autres que la production (préservation du potentiel génétique), aide à la sylviculture et à l'amélioration de la distribution d'eau potable.

4. Fondement et autorité

Ministère de l'agriculture.

5. Législation au titre de laquelle la subvention est accordée

Loi n° 576/1990 Coll. sur la réglementation budgétaire, Décision du gouvernement établissant le Fonds de soutien et de garantie à l'agriculture et à la sylviculture (PGRLF), Principes relatifs à l'aide publique en faveur de l'agriculture pour l'année 1996.

6. Forme de la subvention (c'est-à-dire don, prêt, avantages fiscaux, etc.)

Don.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide sous forme de subventions directes et indirectes versée par le PGRLF peut être obtenue par toutes les entreprises agricoles qui tirent 50 pour cent de leurs revenus de la production agricole ou forestière.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention a été de 7 878 millions de couronnes tchèques, dont:

- 27 millions pour la transformation des terres en forêts
- 92 millions pour la reconstitution des vignobles et des plantations de houblon
- 1 452 millions pour la préservation de la nature
- 64 millions pour l'apiculture
- 355 millions pour l'élevage
- 295 millions pour la préservation du potentiel génétique (animaux)
- 100 millions pour la préservation du potentiel génétique (végétaux)
- 124 millions pour l'amélioration de la santé des animaux
- 20 millions pour l'amélioration phytosanitaire
- 595 millions pour la sylviculture
- 39 millions pour l'élevage de races spéciales de chevaux

- 32 millions pour l'indemnisation des dégâts causés par les inondations
- 4 683 millions pour les fonds versés par le PGRLF.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Déterminée en fonction du programme.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de renseignements concernant l'effet de la subvention sur le commerce.
